



ROGERS COMMUNICATIONS ANNONCE SES RÉSULTATS POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2019

- **Solide performance financière et opérationnelle du secteur Sans-fil :**
 - **augmentation de 3 % des produits tirés des services et de 10 % du BAIIA ajusté;**
 - **taux d'attrition de 0,99 % des abonnés aux services facturés pour un deuxième trimestre de suite;**
 - **progression de 4 % du MFMPA mixte et de 2 % des PMPA mixtes;**
 - **ajouts nets de 77 000 abonnés aux services facturés grâce à nos activités méthodiques d'ajout d'abonnés;**
 - **lancement d'Infini de Rogers^{MC}, 365 000 Canadiens adoptant les nouveaux forfaits de données illimitées.**
- **Augmentation de 1 % des produits et de 3 % du BAIIA ajusté du secteur Cable :**
 - **croissance toujours remarquable de 7 % des produits tirés des services d'accès Internet;**
 - **ajouts nets de 22 000 abonnés aux services d'accès Internet, ce qui rend compte de la pénétration toujours accrue d'Internet;**
 - **expansion à la clientèle de Terre-Neuve du service Télé Élan, qui sera aussi lancé au Nouveau-Brunswick durant l'été.**
- **Accroissement de 1 % du total des produits et de 9 % du BAIIA ajusté.**
- **Remboursement de 307 millions de dollars aux actionnaires, dont 257 millions de dollars en dividendes et 50 millions de dollars en rachats d'actions dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités; remboursement de 709 millions de dollars au total depuis le début de l'exercice en dividendes et en rachats d'actions.**

TORONTO (le 23 juillet 2019) – Rogers Communications Inc. a fait connaître aujourd'hui ses résultats financiers et opérationnels non audités pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2019.

Principaux résultats financiers consolidés

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, non audité)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2019	2018 ¹	Variation en %	2019	2018 ¹	Variation en %
Total des produits	3 780	3 756	1	7 367	7 389	–
Total des produits tirés des services ²	3 345	3 300	1	6 488	6 427	1
BAIIA ajusté ³	1 635	1 504	9	2 970	2 842	5
Bénéfice net	591	538	10	982	963	2
Résultat net ajusté ³	597	554	8	1 002	1 031	(3)
Bénéfice dilué par action	1,15 \$	1,04 \$	11	1,90 \$	1,86 \$	2
Résultat par action dilué ajusté ³	1,16 \$	1,07 \$	8	1,94 \$	1,99 \$	(3)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 057	1 048	1	2 055	1 933	6
Flux de trésorerie disponibles ^{3,4}	609	595	2	1 014	1 036	(2)

¹ Nous avons adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (l'« IFRS 16 ») au 1^{er} janvier 2019; l'incidence de cette norme est incluse dans nos résultats de façon prospective à compter de cette date. Les résultats de 2018 n'ont pas été retraités. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

³ Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR ». Ces mesures ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine.

⁴ À compter du 1^{er} janvier 2019, nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles de sorte que nous n'effectuons plus d'ajustement pour tenir compte de la « variation nette des soldes des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions ». Nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles afin de rendre cette mesure plus simple; nous sommes d'avis que ce changement facilitera notre comparaison avec les autres joueurs de l'industrie.

« Nous avons connu une croissance vigoureuse dans tous les aspects qui sous-tendent la valeur de l'entreprise, tout en effectuant de judicieux placements à long terme et en faisant avancer considérablement notre plan stratégique, a déclaré Joe Natale, président et chef de la direction. Notre solide performance dont témoignent les facteurs fondamentaux nous a permis de franchir un jalon important en offrant aux Canadiens des forfaits de données illimitées sans frais d'utilisation excédentaire. Il s'agit une fois de plus d'une autre initiative importante menée par Rogers pour faire passer ses clients en premier. »

Faits saillants financiers trimestriels

Produits

Le total des produits et le total des produits tirés des services ont progressé de 1 % pour le trimestre à l'étude, en grande partie sous l'effet d'une hausse de 3 % des produits tirés des services de Sans-fil. La solide croissance des produits tirés des services de Sans-fil est principalement attribuable au nombre accru d'abonnés aux services facturés et à l'accroissement constant des PMPA mixtes; ceux-ci se sont élevés pour le treizième trimestre de suite.

Les produits de Cable ont augmenté de 1 % pour le trimestre considéré, car la croissance de 7 % des revenus tirés des services d'accès Internet a continué de soutenir la progression de ce secteur.

Les produits de Media ont diminué de 3 % pour le trimestre à l'étude, ce qui s'explique principalement par la vente de notre division de l'édition au début d'avril 2019 et la baisse des revenus provenant des Blue Jays de Toronto; ces facteurs ont été en partie compensés par la hausse des produits tirés de Sportsnet. Exclusion faite de l'incidence de la vente de nos activités d'édition, les produits de Media pour le trimestre auraient été les mêmes qu'au trimestre correspondant de 2018.

BAIIA ajusté et marges

Le BAIIA ajusté consolidé a augmenté de 9 % pour le trimestre à l'étude, tandis que la marge du BAIIA ajusté a progressé de 330 points de base. L'adoption de l'IFRS 16 a donné lieu à une augmentation du BAIIA ajusté par rapport à l'exercice précédent parce que nous n'avons pas retraité les chiffres comparatifs de 2018, ce qui a compté pour 3 points de pourcentage de la croissance, dont l'incidence s'est surtout fait sentir dans le secteur Sans-fil.

Le BAIIA ajusté de Sans-fil a progressé de 10 %, ce qui a donné une marge de 50,3 %, soit une hausse de 380 points de base par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat est attribuable à la solide croissance des produits tirés des services de ce secteur et à l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16.

Le BAIIA ajusté de Cable a augmenté de 3 % pour le trimestre considéré, essentiellement grâce à la migration constante de la composition des produits au profit des services d'accès Internet à marge supérieure et à diverses mesures de réduction des coûts. Par conséquent, la marge s'est établie à 47,9 % pour le trimestre considéré, soit une hausse de 130 points de base par rapport à l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté de Media a augmenté de 20 % au cours du trimestre considéré, principalement sous l'effet des salaires moins élevés liés aux Blue Jays de Toronto.

Bénéfice net et résultat net ajusté

Le bénéfice net et le résultat net ajusté ont augmenté de 10 % et de 8 %, respectivement, pour le trimestre à l'étude, principalement en raison de la hausse du BAIIA ajusté mentionnée ci-dessus.

Souplesse financière et évolution du réseau portées par de substantiels flux de trésorerie

Nous avons continué de dégager de substantiels flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, soit 1 057 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, ce qui équivaut à une progression de 1 %, et des flux de trésorerie disponibles de 609 millions de dollars pour le trimestre, soit une hausse de 2 %.

Nos solides résultats financiers nous permettent de continuer à investir dans notre réseau et nos avoirs de spectre et à renforcer notre bilan et nos liquidités tout en versant en trésorerie des sommes considérables à nos actionnaires au moyen de dividendes et de rachats d'actions. Nous avons en effet versé des dividendes de 257 millions de dollars au cours du trimestre considéré, et procédé au rachat, aux fins d'annulation, de 0,7 million d'actions ordinaires de catégorie B sans droit de vote (les « actions de catégorie B sans droit de vote »), d'une valeur de 50 millions de dollars, dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités; à la fin du trimestre, notre ratio d'endettement s'établissait à 3,0, contre 2,5 à la fin de 2018, en raison de l'acquisition de licences de spectre de la bande de 600 MHz pour 1,7 milliard de dollars (incidence de 0,3) au cours du trimestre et de l'adoption de l'IFRS 16 (incidence de 0,2).

Faits saillants stratégiques

Nos six priorités guident nos actions et les décisions que nous prenons lorsque nous poursuivons l'amélioration de nos activités opérationnelles et investissons au moment opportun pour faire croître nos principales activités et procurer une valeur supérieure à nos actionnaires. Certains points importants sont présentés ci-dessous.

Offrir aux clients une expérience exceptionnelle en les faisant toujours passer en premier

- Nous avons lancé Infini de Rogers^{MC}, gamme de forfaits de données illimitées sans frais d'utilisation excédentaires.
- Nous avons lancé un programme de financement des appareils sur 24 mois et sur 36 mois sans mise de fonds et sans intérêt, offert avec les forfaits Infini de Rogers^{MC}.
- Nous avons inscrit un taux d'attrition des services facturés de Sans-fil de 0,99 % pour un deuxième trimestre de suite.

Investir dans nos réseaux et nos technologies pour exceller en matière de performance et de fiabilité

- Nous avons acquis des licences de spectre de la bande de 600 MHz qui constituent un fondement essentiel pour la technologie 5G, et ce, pour toutes les provinces et tous les territoires canadiens.
- Nous avons poursuivi les essais et le déploiement de la technologie prête pour la 5G, en réalisant notamment des essais de transmission de données avec la 5G à Ottawa, à Toronto et à Vancouver.
- Nous avons annoncé le lancement d'un centre d'incubation d'innovations 5G qui procédera à la mise à l'essai d'applications 5G et de cas d'utilisation de cette technologie; ce centre sera situé au sein de Communtech, à Waterloo.

Fournir les solutions novatrices et le contenu captivant que nos clients adorent

- Nous avons lancé Télé Élan à Terre-Neuve.
- Nous avons lancé l'application Centre Élan WiFi^{MC}, qui donne à tous les clients du service Télé Élan le contrôle ultime de leur expérience sans fil.

Générer une croissance rentable dans tous les marchés que nous desservons

- Le total des produits tirés des services a progressé de 1 % et le BAIIA ajusté, de 9 %.
- Le MFMPA mixte et les PMPA mixtes de Sans-fil ont augmenté de 4 % et de 2 %, respectivement.
- Nous avons remboursé plus de 300 millions de dollars aux actionnaires en dividendes et en rachats d'actions.

Développer le potentiel de nos employés et créer une culture de rendement élevé

- Nous avons atteint une cote de motivation des employés de 85 % pour l'ensemble de l'entreprise, soit cinq points de plus que la cote des meilleures entreprises mondiales de notre catégorie.
- Nous avons été inscrits à l'indice LGBT des entreprises cotées canadiennes; cet indice consacre les entreprises qui font progresser l'égalité.
- Nous avons annoncé un investissement de 10 millions de dollars pour soutenir la création à l'Université Ryerson d'un nouveau centre de cybersécurité axé sur le développement de diverses compétences numériques de l'avenir et nous aider à combler nos besoins continuels en main-d'œuvre qualifiée en cybersécurité.

Être un important chef de file sur le plan de la responsabilité sociale dans nos communautés partout au pays

- Nous avons consacré 20 000 heures de bénévolat lors de 80 événements organisés dans tout le Canada à l'occasion de nos deuxièmes journées annuelles de bénévolat.
- Nous avons remis des bourses à 362 jeunes dans le cadre de notre programme de Bourses d'études Ted Rogers.
- Notre programme Branché sur le succès, qui permet un accès Internet abordable, a été offert à 315 partenaires fournissant des logements sans but lucratif.

À propos de Rogers

Rogers est une fière entreprise canadienne qui s'emploie à offrir aux Canadiens un monde de possibilités jour après jour. Notre fondateur, Ted Rogers, a acheté sa première chaîne de radio, soit CHFI, en 1960. C'est ainsi que nous sommes devenus une société de technologie et de télécommunications de premier plan, déterminée à offrir à la population et aux entreprises du Canada les meilleurs services résidentiels, sans fil et média. Nos actions sont négociées à la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et à la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Relations avec les investisseurs

Paul Carpino
647-435-6470
paul.carpino@rci.rogers.com

Relations avec les médias

Terrie Tweddle
647-501-8346
terrie.tweddle@rci.rogers.com

Conférence téléphonique trimestrielle à l'intention de la communauté financière

La téléconférence sur les résultats du deuxième trimestre de 2019 à l'intention de la communauté financière se tiendra :

- le 23 juillet 2019,
- à 8 h, heure de l'Est,
- à l'adresse investisseurs.rogers.com,
- les médias pourront participer à titre d'auditeurs seulement.

Une rediffusion sera présentée à l'adresse investisseurs.rogers.com pendant une période d'au moins deux semaines suivant la téléconférence. En outre, les investisseurs sont priés de noter que la direction de Rogers fait à l'occasion des allocutions lors de conférences de sociétés de courtage à l'intention des investisseurs. La plupart du temps, ces conférences sont diffusées sur le Web et lorsqu'il y a une webdiffusion, les liens sont offerts sur le site Web de Rogers, à l'adresse investisseurs.rogers.com.

Renseignements supplémentaires

Vous trouverez plus de renseignements à notre sujet sur notre site Web (investisseurs.rogers.com), sur SEDAR (sedar.com) et sur EDGAR (sec.gov); vous pouvez aussi nous envoyer un courriel à l'adresse investor.relations@rci.rogers.com. L'information sur les sites Web en question ou sur des sites Web liés et tout autre site Web mentionné aux présentes ne fait pas partie du présent communiqué et n'y est pas intégrée.

Vous pouvez également visiter la page investisseurs.rogers.com pour en savoir davantage sur nos pratiques de gouvernance, notre présentation de rapports sur la responsabilité sociale et pour obtenir un glossaire des termes des communications et des médias et d'autres renseignements sur nos activités.

À propos du présent communiqué

Le présent communiqué présente de l'information importante au sujet de nos activités et de notre performance pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019 ainsi que de l'information prospective au sujet de périodes futures. Il doit être lu en parallèle avec notre rapport de gestion pour le deuxième trimestre de 2019, nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le deuxième trimestre de 2019 et les notes y afférentes, préparés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), avec notre rapport de gestion annuel de 2018, nos états financiers consolidés audités annuels de 2018 et les notes y afférentes, qui ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards ou les « IFRS ») publiées par l'IASB, ainsi qu'avec les autres documents récents, dont notre notice annuelle, déposés auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes et américaines et publiés sur SEDAR, à sedar.com ou sur EDGAR, à sec.gov, respectivement.

Le 1^{er} janvier 2019, nous avons adopté une nouvelle norme comptable, l'IFRS 16, *Contrats de location* (l'« IFRS 16 »), qui est présentée à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques » du présent communiqué de presse et de notre rapport de gestion du deuxième trimestre de 2019. L'adoption de l'IFRS 16 a eu une incidence importante sur les résultats présentés. Conformément à la méthode transitoire que nous avons retenue, nous n'avons pas retraité les chiffres comparatifs de l'exercice précédent.

À compter du 1^{er} janvier 2019, nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles, une mesure non conforme aux PCGR, de sorte que nous n'effectuons plus d'ajustement pour tenir compte de la « variation nette des soldes des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions ». Nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles afin de rendre cette mesure plus simple; nous sommes d'avis que la suppression de cet ajustement facilitera notre comparaison avec les autres joueurs de l'industrie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur Rogers, notamment sur son offre de produits et services, son marché concurrentiel et les tendances du secteur, sur sa stratégie fondamentale, ses principaux moteurs de la performance et ses objectifs, il y a lieu de se reporter aux rubriques « Comprendre nos activités », « Stratégie, principaux moteurs de la performance et faits saillants stratégiques » et « Capacité à produire des résultats » de notre rapport de gestion annuel de 2018. En avril 2019, nous avons vendu notre division de l'édition, y compris nos marques de magazines imprimés et numériques, à St. Joseph Communications.

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales. Rogers détient également des participations dans divers placements et entreprises.

Tous les montants présentés en dollars sont en dollars canadiens, sauf indication contraire, et n'ont pas été audités. Toutes les variations en pourcentage sont calculées en fonction de nombres arrondis, tels qu'ils sont présentés dans les tableaux. L'information est datée du 22 juillet 2019 et a été approuvée par le comité d'audit et de risque du conseil d'administration de RCI (le « conseil ») à cette date. Le présent communiqué contient des énoncés prospectifs et des hypothèses. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir de plus amples renseignements.

Nos actions sont négociées à la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et à la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Dans le présent communiqué, les expressions « trimestre », « trimestre considéré », « trimestre à l'étude » et « deuxième trimestre » désignent la période de trois mois close le 30 juin 2019, l'expression « premier trimestre » désigne celle close le 31 mars 2019, et les expressions « semestre », « semestre considéré » et « semestre à l'étude » s'entendent de la période de six mois close le 30 juin 2019, à moins que le contexte ne le précise autrement. Sauf indication contraire, tous les commentaires concernant les résultats comparatifs ont trait aux périodes correspondantes de 2018 ou au 31 décembre 2018, selon le cas.

Secteurs à présenter

Nous présentons nos résultats opérationnels selon trois secteurs. Le tableau suivant présente ces secteurs ainsi que la nature de leurs activités :

Secteur	Activités principales
Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services d'accès Internet, de télévision, de téléphonie et de domotique pour les entreprises et les consommateurs canadiens, et connectivité réseau offerte au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique et aux centres de données afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseautage, d'hébergement et d'infonuagique pour les marchés des entreprises, des entités du secteur public et des fournisseurs de services de télécommunications de gros.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des services de médias sportifs et de divertissement, de télédiffusion, de radiodiffusion, de chaînes spécialisées, de magasinage multiplateforme et de médias numériques.

Les secteurs Sans-fil et Cable sont exploités par notre filiale en propriété exclusive, Rogers Communications Canada Inc. (« RCCI ») et certaines de nos autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

Sommaire des résultats financiers consolidés

(en millions de dollars, sauf les marges et les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2019	2018 ¹	Variation en %	2019	2018 ¹	Variation en %
Produits						
Sans-fil	2 244	2 214	1	4 433	4 405	1
Cable	997	991	1	1 973	1 960	1
Media	591	608	(3)	1 059	1 140	(7)
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(52)	(57)	(9)	(98)	(116)	(16)
Produits	3 780	3 756	1	7 367	7 389	–
Total des produits tirés des services ²	3 345	3 300	1	6 488	6 427	1
BAIIA ajusté ³						
Sans-fil	1 128	1 029	10	2 143	1 963	9
Cable	478	462	3	923	895	3
Media	72	60	20	(12)	83	n. s.
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(43)	(47)	(9)	(84)	(99)	(15)
BAIIA ajusté	1 635	1 504	9	2 970	2 842	5
Marge du BAIIA ajusté ³	43,3 %	40,0 %	3,3 pts	40,3 %	38,5 %	1,8 pt
Bénéfice net	591	538	10	982	963	2
Bénéfice de base par action	1,15 \$	1,04 \$	11	1,91 \$	1,87 \$	2
Bénéfice dilué par action	1,15 \$	1,04 \$	11	1,90 \$	1,86 \$	2
Résultat net ajusté ³	597	554	8	1 002	1 031	(3)
Résultat par action de base ajusté ³	1,17 \$	1,08 \$	8	1,95 \$	2,00 \$	(3)
Résultat par action dilué ajusté ³	1,16 \$	1,07 \$	8	1,94 \$	1,99 \$	(3)
Dépenses d'investissement	742	657	13	1 359	1 262	8
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 057	1 048	1	2 055	1 933	6
Flux de trésorerie disponibles ^{3,4}	609	595	2	1 014	1 036	(2)

n. s. - non significatif

¹ Nous avons adopté l'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019; l'incidence de cette norme est incluse dans nos résultats de façon prospective à compter de cette date. Les résultats de 2018 n'ont pas été retraités par suite de ce changement. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

³ Le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action de base et dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

⁴ Les flux de trésorerie disponibles de 2018 ont été retraités. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir plus de précisions.

Résultats de nos secteurs à présenter

SANS-FIL

Résultats financiers de Sans-fil

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2019	2018	Variation en %	2019	2018	Variation en %
Produits						
Produits tirés des services	1 813	1 761	3	3 560	3 448	3
Produits tirés du matériel	431	453	(5)	873	957	(9)
Produits	2 244	2 214	1	4 433	4 405	1
Charges opérationnelles						
Coût du matériel	467	488	(4)	968	1 049	(8)
Autres charges opérationnelles	649	697	(7)	1 322	1 393	(5)
Charges opérationnelles	1 116	1 185	(6)	2 290	2 442	(6)
BAlIA ajusté	1 128	1 029	10	2 143	1 963	9
Marge du BAlIA ajusté	50,3 %	46,5 %	3,8 pts	48,3 %	44,6 %	3,7 pts
Dépenses d'investissement	390	240	63	672	500	34

Résultats d'abonnements de Sans-fil ¹

(en milliers, sauf les taux d'attrition, le MFMPA mixte et les PMPA mixtes)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2019	2018	Variation	2019	2018	Variation
Services facturés						
Ajouts bruts d'abonnés	351	389	(38)	646	766	(120)
Ajouts nets d'abonnés	77	122	(45)	100	217	(117)
Total des abonnés aux services facturés ²	9 257	8 921	336	9 257	8 921	336
Attrition (mensuelle)	0,99 %	1,01 %	(0,02) pt	0,99 %	1,04 %	(0,05) pt
Services prépayés						
Ajouts bruts d'abonnés	199	191	8	370	354	16
Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés	8	(13)	21	(48)	(73)	25
Total des abonnés aux services prépayés ^{2,3}	1 451	1 705	(254)	1 451	1 705	(254)
Attrition (mensuelle)	4,43 %	3,98 %	0,45 pt	4,57 %	4,11 %	0,46 pt
MFMPA mixte (mensuel)	67,16 \$	64,80 \$	2,36 \$	65,81 \$	63,74 \$	2,07 \$
PMPA mixtes (mensuels)	56,73 \$	55,60 \$	1,13 \$	55,36 \$	54,64 \$	0,72 \$

¹ Le nombre d'abonnés, le taux d'attrition, le MFMPA mixte et les PMPA mixtes sont des indicateurs clés de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

³ Au 1^{er} avril 2019, nous avons ajusté le nombre d'abonnés aux services prépayés de Sans-fil, en retranchant 127 000 abonnés par suite d'une modification de notre politique de mise hors service visant à rendre celle-ci plus conforme à l'usage dans le secteur; la mise hors service n'intervient plus après 180 jours, mais après 90 jours.

Produits tirés des services

La hausse de 3 % des produits tirés des services du trimestre et du semestre considérés est attribuable aux facteurs suivants :

- un nombre accru d'abonnés aux services facturés;
- l'accroissement de 2 % des PMPA mixtes pour le trimestre à l'étude et de 1 % pour le semestre, par suite essentiellement de l'adoption accrue de forfaits à tarifs plus élevés de nos diverses marques.

L'augmentation de 4 % du MFMPA mixte du trimestre considéré et de 3 % du semestre à l'étude est attribuable à la croissance des produits tirés des services mentionnée plus haut.

La baisse des ajouts bruts et nets d'abonnés aux services facturés du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019 s'explique par notre approche disciplinée de gestion des abonnés et par un ralentissement général des marchés au cours de l'exercice à l'étude en regard de l'exercice précédent. Nous croyons que le taux d'attrition plus bas que jamais inscrit pour le trimestre et le semestre considérés pour les services facturés découle de notre stratégie visant la bonification de l'expérience client grâce à l'amélioration de notre service à la clientèle et à la qualité toujours supérieure de notre réseau.

Produits tirés du matériel

La baisse de 5 % des produits tirés du matériel pour le trimestre considéré et celle de 9 % pour le semestre à l'étude découlent des éléments suivants :

- la baisse du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants;
- facteur en partie compensé par une migration des ventes d'appareils vers des téléphones intelligents à coût plus élevé.

Charges opérationnelles

Coût du matériel

La baisse de 4 % du coût du matériel pour le trimestre considéré et celle de 8 % pour le semestre à l'étude s'expliquent par les facteurs suivants :

- la diminution du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants, mentionnée ci-dessus;
- facteur en partie contrebalancé par une migration des ventes d'appareils vers des téléphones intelligents à coût plus élevé.

Autres charges opérationnelles

La baisse de 7 % des autres charges opérationnelles pour le trimestre à l'étude et celle de 5 % pour le semestre considéré sont attribuables principalement aux éléments suivants :

- l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16;
- diverses mesures de réduction des coûts.

BAIIA ajusté

L'augmentation de 10 % du BAIIA ajusté pour le trimestre à l'étude et celle de 9 % pour le semestre considéré s'expliquent par les variations des produits et des charges susmentionnées.

CABLE

Résultats financiers de Cable

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2019	2018	Variation en %	2019	2018	Variation en %
Produits						
Services d'accès Internet	573	538	7	1 114	1 044	7
Services de télévision	355	357	(1)	712	722	(1)
Services de téléphonie	65	93	(30)	141	189	(25)
Produits tirés des services	993	988	1	1 967	1 955	1
Produits tirés du matériel	4	3	33	6	5	20
Produits	997	991	1	1 973	1 960	1
Charges opérationnelles						
Coût du matériel	6	4	50	11	9	22
Autres charges opérationnelles	513	525	(2)	1 039	1 056	(2)
Charges opérationnelles	519	529	(2)	1 050	1 065	(1)
BAIIA ajusté	478	462	3	923	895	3
Marge du BAIIA ajusté	47,9 %	46,6 %	1,3 pt	46,8 %	45,7 %	1,1 pt
Dépenses d'investissement	285	352	(19)	574	649	(12)

Résultats d'abonnements de Cable ¹

(en milliers)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2019	2018	Variation	2019	2018	Variation
Services d'accès Internet						
Ajouts nets d'abonnés	22	23	(1)	36	49	(13)
Nombre total d'abonnés aux services d'accès Internet ²	2 466	2 370	96	2 466	2 370	96
Services de télévision						
Réductions nettes d'abonnés	(26)	(9)	(17)	(54)	(21)	(33)
Nombre total d'abonnés aux services de télévision ²	1 631	1 719	(88)	1 631	1 719	(88)
Services de téléphonie						
(Réductions nettes) ajouts nets d'abonnés	(10)	3	(13)	(20)	12	(32)
Nombre total d'abonnés aux services de téléphonie ²	1 096	1 120	(24)	1 096	1 120	(24)
Foyers branchés ²	4 412	4 344	68	4 412	4 344	68
Nombre total d'abonnés ³						
Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés	(14)	17	(31)	(38)	40	(78)
Nombre total d'abonnés ²	5 193	5 209	(16)	5 193	5 209	(16)

¹ Le nombre d'abonnés est un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

³ Comprend les services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie.

Produits

L'augmentation de 1 % des produits pour le trimestre et le semestre considérés s'explique par :

- un nombre accru d'abonnés aux services d'accès Internet et la migration des clients des services d'accès Internet vers la gamme offrant des vitesses et des capacités supérieures;
- la migration des clients des services de télévision vers des services à contenu amélioré;
- les changements apportés à la tarification des services d'accès Internet et de télévision;
- facteurs en partie contrebalancés par l'offre de prix promotionnels aux abonnés;
- les réductions d'abonnés aux services de télévision.

Produits tirés des services d'accès Internet

Les produits tirés des services d'accès Internet ont augmenté de 7 % pour le trimestre et le semestre considérés. Ces augmentations sont attribuables aux facteurs suivants :

- une migration générale des clients vers des services d'accès Internet offrant des vitesses et des capacités supérieures;
- un nombre accru d'abonnés aux services d'accès Internet;
- l'incidence des modifications de tarifs pour les services d'accès Internet;
- facteurs en partie contrebalancés par les prix promotionnels offerts aux abonnés.

Produits tirés des services de télévision

La baisse de 1 % des produits tirés des services de télévision au cours du trimestre et du semestre considérés s'explique par :

- la réduction générale du nombre d'abonnés aux services de télévision par rapport à l'exercice précédent;
- facteur en partie compensé par la migration des clients vers des services à contenu amélioré;
- les nouveaux abonnés à Télé Élan.

Produits tirés des services de téléphonie

Les produits tirés des services de téléphonie ont reculé de 30 % pour le trimestre à l'étude et de 25 % pour le semestre considéré, en raison surtout de la façon dont est structurée la nouvelle tarification des offres groupées, qui se traduit par des rabais plus élevés pour les services de téléphonie, ainsi que du recul général du nombre d'abonnés aux services de téléphonie par rapport à l'an dernier.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont diminué de 2 % pour le trimestre considéré et de 1 % pour le semestre à l'étude, en raison de diverses mesures de réduction des coûts.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté a augmenté de 3 % pour le trimestre et le semestre considérés en raison des variations des produits et des charges susmentionnées.

MEDIA

Résultats financiers de Media

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2019	2018	Variation en %	2019	2018	Variation en %
Produits	591	608	(3)	1 059	1 140	(7)
Charges opérationnelles	519	548	(5)	1 071	1 057	1
BAIIA ajusté	72	60	20	(12)	83	n. s.
Marge du BAIIA ajusté	12,2 %	9,9 %	2,3 pts	(1,1) %	7,3 %	(8,4) pts
Dépenses d'investissement	17	14	21	39	29	34

Produits

La baisse de 3 % des produits pour le trimestre considéré et celle de 7 % pour le semestre à l'étude s'expliquent par :

- la vente de notre division de l'édition au cours du trimestre;
- la diminution des produits tirés des Blue Jays de Toronto;
- facteurs en partie compensés par la hausse des produits tirés de la publicité et des abonnements générés par nos propriétés de Sportsnet.

La variation à la baisse des produits de Media pour le semestre à l'étude s'explique aussi par la distribution versée au cours du premier trimestre de 2018 par la ligue majeure de baseball aux Blue Jays de Toronto. Exclusion faite de la vente de notre division de l'édition et de la distribution reçue de la ligue majeure à l'exercice précédent, les produits de Media seraient restés stables pour le trimestre et le semestre par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont diminué de 5 % pour le trimestre à l'étude, ce qui s'explique par :

- la baisse des salaires des joueurs des Blue Jays de Toronto, attribuable en partie à l'effet sur le calendrier de versement des salaires des échanges de joueurs effectués au premier trimestre de 2019;
- le repli des coûts liés à l'édition par suite de la vente de cette division;
- facteurs en partie annulés par la hausse des coûts liés à la programmation.

Les facteurs susmentionnés ont aussi joué sur les charges opérationnelles du semestre à l'étude, dont l'augmentation de 1 % résulte également de l'effet sur le calendrier de versement des salaires des échanges de joueurs effectués par les Blue Jays de Toronto au cours du premier trimestre de 2019.

BAIIA ajusté

L'augmentation de 20 % du BAIIA ajusté pour le trimestre à l'étude et sa diminution pour le semestre considéré découlent des variations des produits et des charges décrites plus haut.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

(en millions de dollars, sauf l'intensité du capital)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2019	2018	Variation en %	2019	2018	Variation en %
Dépenses d'investissement ¹						
Sans-fil	390	240	63	672	500	34
Cable	285	352	(19)	574	649	(12)
Media	17	14	21	39	29	34
Siège social	50	51	(2)	74	84	(12)
Dépenses d'investissement ¹	742	657	13	1 359	1 262	8
Intensité du capital ²	19,6 %	17,5 %	2,1 pts	18,4 %	17,1 %	1,3 pt

¹ Comprendent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences de spectre ni des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation.

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

Sans-fil

L'augmentation des dépenses d'investissement de Sans-fil pour le trimestre et le semestre à l'étude découle des investissements consacrés à la mise à niveau de notre réseau sans fil pour que nous puissions continuer d'offrir à nos clients une performance fiable. Nous avons continué d'étendre notre réseau LTE grâce à des investissements dans la technologie 4.5G qui est aussi prête pour la 5G.

Cable

La diminution des dépenses d'investissement de Cable pour le trimestre et le semestre considérés découle de la baisse des investissements dans le matériel installé chez l'abonné, contrée en partie par la hausse des investissements que nous avons consacrés aux technologies de l'information. Nous avons poursuivi la mise à niveau de notre infrastructure hybride fibre optique-câble coaxial au moyen du déploiement additionnel de fibre optique et d'activités de segmentation en nœuds. Ce déploiement et ces améliorations contribueront à procurer plus de bande passante et une expérience client encore plus fiable.

Media

La hausse des dépenses d'investissement du secteur Media du trimestre et du semestre à l'étude s'explique par l'augmentation des investissements dans la rénovation du Centre Rogers et a été en partie contrebalancée par la diminution des investissements dans notre infrastructure de diffusion et de technologies de l'information ainsi que par la vente de notre division de l'édition.

Siège social

La diminution des dépenses d'investissement du siège social du trimestre et du semestre considérés découle du fait que les dépenses consacrées à la technologie de l'information avaient été plus élevées en 2018.

Intensité du capital

Le total de l'intensité du capital a augmenté au cours du trimestre et du semestre à l'étude en raison de la hausse des dépenses d'investissement décrite plus haut, en partie contrebalancée par la hausse du total des produits.

Estimations et méthodes comptables critiques

Notre rapport de gestion annuel de 2018, ainsi que nos états financiers consolidés audités annuels de 2018 et les notes y afférentes, présentent une analyse des estimations et méthodes comptables qui sont critiques pour l'appréciation de nos activités commerciales et de nos résultats opérationnels.

Nouvelles prises de position en comptabilité adoptées en 2019

IFRS 16

Au 1^{er} janvier 2019, nous avons adopté l'IFRS 16, qui annule et remplace les normes comptables précédentes visant les contrats de location, notamment l'IAS 17, *Contrats de location* (l'« IAS 17 ») et l'IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location* (l'« IFRIC 4 »).

L'IFRS 16 instaure un modèle unique de comptabilisation pour les preneurs. Un preneur doit comptabiliser, dans son état de la situation financière, un actif au titre du droit d'utilisation, qui représentera son droit d'utiliser l'actif loué sous-jacent, et une obligation locative, qui représentera son obligation de faire des paiements de location. Par suite de l'adoption de l'IFRS 16, nous avons comptabilisé une augmentation considérable des actifs et des passifs dans notre état consolidé de la situation financière, ainsi qu'une baisse des coûts opérationnels (rendant compte du retrait des charges au titre des contrats de location), une augmentation des amortissements (occasionnée par l'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation), et une hausse des charges financières (imputable à l'accroissement de l'obligation locative). Pour les bailleurs, le traitement comptable reste pratiquement le même qu'aux termes de l'IAS 17.

Nous avons comptabilisé l'effet cumulatif de la première application de l'IFRS 16 à titre d'ajustement des résultats non distribués dans les capitaux propres au 1^{er} janvier 2019. Nous n'avons pas retraité les chiffres comparatifs de 2018. Lors de la transition, nous nous sommes prévalus de la mesure de simplification prévoyant qu'en tant que preneur, nous pouvions maintenir nos évaluations de contrats de location faites selon l'IAS 17 et l'IFRIC 4 pour les contrats existants. Par conséquent, la définition d'un contrat de location de l'IFRS 16 n'a été appliquée qu'aux contrats conclus ou modifiés après le 1^{er} janvier 2019.

Dans le cas des contrats de location qui avaient été classés en tant que contrats de location simple aux termes de l'IAS 17, les obligations locatives, au moment de la transition, ont été évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers restants, déterminée à l'aide du taux d'emprunt marginal connexe au 1^{er} janvier 2019. De façon générale, les actifs au titre de droits d'utilisation, au moment de la transition, ont été évalués au montant des obligations locatives correspondantes, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer. Dans le cas de certains contrats de location à l'égard desquels l'information est disponible, nous avons choisi d'évaluer les actifs au titre de droits d'utilisation à leur valeur comptable comme si l'IFRS 16 avait été appliquée depuis la date de début du contrat de location selon le taux d'emprunt marginal connexe pour la durée résiduelle du contrat de location au 1^{er} janvier 2019.

Lorsque nous avons appliqué l'IFRS 16 à des contrats de location antérieurement classés en tant que contrats de location simple, nous nous sommes prévalus des mesures de simplification suivantes :

- appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques similaires;
- exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation au 1^{er} janvier 2019;
- utiliser des connaissances acquises a posteriori pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options d'achat, de prolongation ou de résiliation;
- nous appuyer sur l'évaluation faite au 31 décembre 2018 conformément à l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* pour déterminer si des contrats sont déficitaires au lieu d'effectuer un test de dépréciation des actifs au titre de droits d'utilisation.

Nous avons choisi de ne pas séparer les composantes non locatives fixes des composantes locatives, mais plutôt de comptabiliser chaque composante locative et les composantes non locatives fixes qui s'y rattachent comme une seule composante de nature locative. Nous ne nous sommes pas prévalus des exemptions relatives à la comptabilisation des contrats de location à court terme ou de faible valeur au moment de la transition; cependant, nous pourrions choisir dans l'avenir de nous prévaloir des exemptions relatives à la comptabilisation : catégorie par catégorie pour les nouvelles catégories de contrats à court terme et contrat par contrat pour les contrats de faible valeur.

Il n'y a pas eu d'incidences importantes dans le cas des contrats de location pour lesquels nous sommes le bailleur.

Effet de la transition à l'IFRS 16

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des ajustements découlant de l'IFRS 16 apportés à certaines des principales mesures financières présentées dans notre état consolidé de la situation financière au 1^{er} janvier 2019.

(en millions de dollars)	Note	Tels que présentés au 31 décembre 2018	Effet de la transition à l'IFRS 16	Après la transition au 1 ^{er} janvier 2019
Actifs				
Actifs courants				
Autres actifs courants		436	(23)	413
Actifs courants restants		4 452	–	4 452
Total des actifs courants		4 888	(23)	4 865
Immobilisations corporelles	<i>i</i>	11 780	1 481	13 261
Actifs à long terme restants		15 250	–	15 250
Total des actifs		31 918	1 458	33 376
Passifs et capitaux propres				
Passifs courants				
Créditeurs et charges à payer		3 052	(55)	2 997
Partie courante des obligations locatives	<i>i</i>	–	190	190
Passifs courants restants		3 784	–	3 784
Total des passifs courants		6 836	135	6 971
Obligations locatives	<i>i</i>	–	1 355	1 355
Passifs d'impôt différé		2 910	(9)	2 901
Passifs à long terme restants		13 993	–	13 993
Total des passifs		23 739	1 481	25 220
Capitaux propres		8 179	(23)	8 156
Total des passifs et des capitaux propres		31 918	1 458	33 376

i) Actifs au titre de droits d'utilisation et obligations locatives

À la date de début de la location, soit le 1^{er} janvier 2019 aux fins de notre adoption, nous avons comptabilisé un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative à l'égard de tous les contrats de location existants. L'obligation locative a été évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'auront pas encore été versés à la date de début. Les paiements de loyers pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative comprennent :

- les paiements fixes, y compris en substance;
- les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux;
- les sommes qui devraient être payables au titre d'une garantie de valeur résiduelle;
- le prix d'exercice de l'option d'achat que nous avons la certitude raisonnable d'exercer, les paiements de loyers effectués lors d'une période de renouvellement optionnel si nous avons la certitude raisonnable d'exercer une option de prolongation, et les pénalités en cas de résiliation anticipée d'un contrat de location, à moins que nous ayons la certitude raisonnable que nous ne résilierons pas le contrat de manière anticipée.

Après la transition, l'actif au titre du droit d'utilisation sera évalué initialement à son coût, qui se compose des éléments suivants :

- le montant initial de l'obligation locative, ajusté pour tenir compte des loyers payés à la date de début ou avant celle-ci;
- plus les coûts directs initiaux engagés;
- une estimation des coûts liés au démantèlement et à l'enlèvement du bien sous-jacent ou à la restauration du lieu;
- déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus.

De façon générale, l'actif au titre du droit d'utilisation est amorti selon le mode linéaire sur la durée du contrat, à moins que nous prévoyions devenir propriétaires de l'actif à la fin du contrat de location. La durée du contrat comprend ce qui suit :

- le temps pour lequel le contrat de location est non résiliable;
- les périodes visées par toute option de prolongation du contrat de location que nous avons la certitude raisonnable d'exercer;
- les périodes visées par toute option de résiliation du contrat de location que nous avons la certitude raisonnable de ne pas exercer.

Objectifs financiers

Nous n'avons apporté aucune modification aux fourchettes prévisionnelles consolidées en ce qui a trait aux produits, au BAIIA ajusté, aux flux de trésorerie disponibles et aux dépenses d'investissement qui ont été présentées le 24 janvier 2019. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « À propos des énoncés prospectifs » du présent communiqué et à la rubrique « Objectifs financiers et opérationnels » de notre rapport de gestion annuel de 2018. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Indicateurs clés de performance

Nous mesurons le succès de notre stratégie à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs clés de performance, qui sont définis et analysés dans notre rapport de gestion annuel de 2018 et dans notre rapport de gestion pour le deuxième trimestre de 2019. La Société estime que ces indicateurs clés de performance lui permettent de mesurer adéquatement sa performance par rapport à sa stratégie opérationnelle et par rapport aux résultats de ses pairs et de ses concurrents. Ces indicateurs ne sont pas des mesures conformes aux IFRS et ne doivent pas être considérés comme des substituts au bénéfice net ni à tout autre indicateur de performance conforme aux IFRS. Ces indicateurs sont les suivants :

- les nombres d'abonnés,
 - le nombre d'abonnés de Sans-fil,
 - le nombre d'abonnés de Cable,
 - le nombre de foyers branchés (Cable),
- le taux d'attrition des abonnés,
- le montant facturé moyen par abonné (« MFMPA ») mixte,
- les produits moyens par abonné (« PMPA ») mixtes,
- l'intensité du capital,
- le total des produits tirés des services.

Mesures non conformes aux PCGR

La Société a recours aux mesures non conformes aux PCGR suivantes, qui sont revues périodiquement par la direction et le conseil d'administration, pour évaluer la performance de la Société et prendre des décisions au sujet des activités courantes de la Société et de sa capacité à générer des flux de trésorerie. Ces mesures, en totalité ou en partie, peuvent également être utilisées par les investisseurs, les institutions prêteuses et les agences de notation à titre d'indicateurs de la performance opérationnelle de la Société, de sa capacité à contracter ou à rembourser des emprunts et à titre de mesures d'évaluation des entreprises œuvrant dans le secteur des télécommunications. Ces mesures ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine.

Mesure non conforme aux PCGR	Raison de son utilisation	Calcul	Mesure financière la plus comparable en IFRS
BAlIA ajusté Marge du BAlIA ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités et pour prendre des décisions à l'égard des activités courantes de l'entreprise et de la capacité à générer des flux de trésorerie. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent le BAlIA ajusté pour mesurer notre capacité à rembourser nos emprunts et à honorer nos autres obligations de paiement. Nous l'utilisons également à titre de composante du calcul de la rémunération incitative à court terme de tous les membres du personnel de direction. 	<p>BAlIA ajusté :</p> <p>Bénéfice net</p> <p>Plus (moins) les éléments suivants</p> <p>Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat, charges financières, amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, autres charges (produits), frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, et perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles.</p> <p>Marge du BAlIA ajusté :</p> <p>BAlIA ajusté</p> <p>Divisé par l'élément suivant</p> <p>Produits</p>	Bénéfice net
Résultat net ajusté Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités compte non tenu de l'incidence des éléments précédents puisque ceux-ci nuisent à la comparabilité de nos résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances relatives à la performance de nos activités. Exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils ne sont pas récurrents. 	<p>Bénéfice net ajusté :</p> <p>Bénéfice net</p> <p>Plus (moins) les éléments suivants</p> <p>Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, perte (recouvrement) sur la vente ou la liquidation de placements, perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles, (profit) sur les acquisitions, perte sur les obligations d'achat liées à la participation ne donnant pas le contrôle, perte liée aux remboursements sur la dette à long terme, perte sur les dérivés liés aux contrats à terme sur obligations et ajustements d'impôt sur le résultat liés à ces éléments, y compris les ajustements liés aux modifications législatives.</p> <p>Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté :</p> <p>Résultat net ajusté et résultat net ajusté incluant l'effet dilutif de la rémunération fondée sur des actions</p> <p>Divisé par l'élément suivant</p> <p>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, avant et après dilution</p>	Bénéfice net Bénéfice de base et dilué par action
Flux de trésorerie disponibles ¹	<ul style="list-style-type: none"> Pour faire état du montant en trésorerie disponible aux fins de remboursement de la dette ou de réinvestissement dans la Société, ce qui est un indicateur important de la solidité et de la performance financières de notre entreprise. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents. 	<p>BAlIA ajusté</p> <p>Moins les éléments suivants</p> <p>Dépenses d'investissement, intérêts sur les emprunts déduction faite des intérêts inscrits à l'actif et impôt sur le résultat en trésorerie.</p>	Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles

Mesure non conforme aux PCGR	Raison de son utilisation	Calcul	Mesure financière la plus comparable en IFRS
Dettes nette ajustée	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions en lien avec la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement. 	Total de la dette à long terme Plus (moins) les éléments suivants Partie courante de la dette à long terme, coûts de transaction différés et escomptes, (actifs) passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre des dérivés liés à la dette, partie courante des obligations locatives, obligations locatives, avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie) et emprunts à court terme.	Dettes à long terme
Ratio d'endettement	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement. 	Dettes nette ajustée (selon la définition fournie ci-dessus) Divisée par l'élément suivant BAIIA ajusté des 12 derniers mois (selon la définition fournie ci-dessus).	Dettes à long terme divisée par le bénéfice net

¹ À compter du 1^{er} janvier 2019, nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles de sorte que nous n'effectuons plus d'ajustement pour tenir compte de la « variation nette des soldes des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions ». Nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles afin de rendre cette mesure plus simple; nous sommes d'avis que ce changement facilitera notre comparaison avec les autres joueurs de l'industrie.

Rapprochement du BAIIA ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Bénéfice net	591	538	982	963
Ajouter :				
Charge d'impôt sur le résultat	186	200	325	341
Charges financières	206	193	395	412
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	614	545	1 223	1 089
BAIIA	1 597	1 476	2 925	2 805
Ajouter (déduire) :				
Autres (produits) charges	(1)	2	(14)	(21)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	39	26	59	69
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	–	–	–	(11)
BAIIA ajusté	1 635	1 504	2 970	2 842

Rapprochement de la marge du BAIIA ajusté

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
BAIIA ajusté	1 635	1 504	2 970	2 842
Diviser par : total des produits	3 780	3 756	7 367	7 389
Marge du BAIIA ajusté	43,3 %	40,0 %	40,3 %	38,5 %

Rapprochement du résultat net ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Bénéfice net	591	538	982	963
Ajouter (déduire) :				
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	39	26	59	69
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	–	–	–	28
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	–	–	–	(11)
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(10)	(10)	(16)	(18)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	(23)	–	(23)	–
Résultat net ajusté	597	554	1 002	1 031

Rapprochement du résultat par action ajusté

(en millions de dollars, sauf les montants par action, et le nombre d'actions en circulation, en millions)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Résultat par action de base ajusté :				
Résultat net ajusté	597	554	1 002	1 031
Diviser par :				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	512	515	513	515
Résultat par action de base ajusté	1,17 \$	1,08 \$	1,95 \$	2,00 \$
Résultat par action dilué ajusté :				
Résultat net ajusté dilué	595	554	1 001	1 028
Diviser par :				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution	514	516	515	516
Résultat par action dilué ajusté	1,16 \$	1,07 \$	1,94 \$	1,99 \$

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018 (chiffres retraits) ¹	2019	2018 (chiffres retraits) ¹
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 057	1 048	2 055	1 933
Ajouter (déduire) :				
Dépenses d'investissement	(742)	(657)	(1 359)	(1 262)
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	(183)	(171)	(351)	(353)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	39	26	59	69
Intérêts payés	139	145	359	383
Amortissement des droits de diffusion	(22)	(16)	(41)	(30)
Variation nette des soldes des actifs sur contrat	20	25	29	94
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	209	128	222	149
Autres ajustements	92	67	41	53
Flux de trésorerie disponibles	609	595	1 014	1 036

¹ À compter du 1^{er} janvier 2019, nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles de sorte que nous n'effectuons plus d'ajustement pour tenir compte de la « variation nette des soldes des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions ». Nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles afin de rendre cette mesure plus simple; nous sommes d'avis que ce changement facilitera notre comparaison avec les autres joueurs de l'industrie.

Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement

(en millions de dollars)	Au 30 juin	Au 1 ^{er} janvier	Au 31 décembre
	2019	2019	2018
Partie courante de la dette à long terme	500	900	900
Dette à long terme	15 663	13 390	13 390
Coûts de transaction différés et escomptes	141	114	114
	16 304	14 404	14 404
Ajouter (déduire) :			
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(1 004)	(1 373)	(1 373)
Ajustement lié au risque de crédit relativement aux actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(29)	(75)	(75)
Emprunts à court terme	1 989	2 255	2 255
Partie courante des obligations locatives	196	190	–
Obligations locatives	1 412	1 355	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(404)	(405)	(405)

Dette nette ajustée	18 464	16 351	14 806
----------------------------	---------------	--------	--------

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au 30 juin	Au 1 ^{er} janvier	Au 31 décembre
	2019	2019	2018
Dette nette ajustée	18 464	16 351	14 806
Diviser par : BAIIA ajusté des 12 derniers mois	6 196	6 157	5 983
Ratio d'endettement	3,0	2,7	2,5

Par suite de l'adoption de l'IFRS 16 à compter du 1^{er} janvier 2019, nous avons modifié notre définition de la dette nette ajustée, de sorte qu'elle comprend maintenant le total de la « partie courante des obligations locatives » et des « obligations locatives ». Nous croyons que l'ajout du total des obligations locatives à la dette nette ajustée est approprié, parce que ces obligations représentent les paiements que nous nous sommes contractuellement engagés à effectuer et que les paiements en question ont été enlevés de notre calcul du BAIIA ajusté en raison de cette modification comptable.

Par ailleurs, nous n'avons pas retraité les périodes comparatives antérieures à 2019, conformément à la méthode transitoire que nous avons retenue. Nous avons calculé le ratio d'endettement au 30 juin 2019 à l'aide du BAIIA ajusté pro forma pour la période de six mois close le 31 décembre 2018 afin d'en retrancher la charge locative comme si nous avions adopté l'IFRS 16 de manière rétrospective. Le calcul du ratio d'endettement au 1^{er} janvier 2019 à l'aide du BAIIA ajusté pro forma pour l'exercice 2018 complet donne un ratio de 2,7. Comme les obligations locatives sont maintenant incluses dans la dette nette ajustée, nous sommes d'avis que cet ajustement donne une base plus significative et plus constante sur laquelle déterminer notre ratio d'endettement.

Roger Communications Inc.**États consolidés résumés intermédiaires du résultat net**

(en millions de dollars, sauf les montants par action, non audité)

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Produits	3 780	3 756	7 367	7 389
Charges opérationnelles				
Coûts opérationnels	2 145	2 252	4 397	4 547
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	614	545	1 223	1 089
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	–	–	–	(11)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	39	26	59	69
Charges financières	206	193	395	412
Autres (produits) charges	(1)	2	(14)	(21)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	777	738	1 307	1 304
Charge d'impôt sur le résultat	186	200	325	341
Bénéfice net de la période	591	538	982	963
Bénéfice par action				
De base	1,15 \$	1,04 \$	1,91 \$	1,87 \$
Dilué	1,15 \$	1,04 \$	1,90 \$	1,86 \$

Rogers Communications Inc.
États consolidés résumés intermédiaires de la situation financière

(en millions de dollars, non audité)

	Au 30 juin	Au 1 ^{er} janvier	Au 31 décembre
	2019	2019	2018
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	404	405	405
Débiteurs	2 193	2 259	2 259
Stocks	459	466	466
Partie courante des actifs sur contrat	1 120	1 052	1 052
Autres actifs courants	445	413	436
Partie courante des instruments dérivés	146	270	270
Total des actifs courants	4 767	4 865	4 888
Immobilisations corporelles	13 538	13 261	11 780
Immobilisations incorporelles	8 899	7 205	7 205
Placements	2 569	2 134	2 134
Instruments dérivés	1 191	1 339	1 339
Actifs sur contrat	496	535	535
Autres actifs à long terme	150	132	132
Goodwill	3 923	3 905	3 905
Total des actifs	35 533	33 376	31 918
Passifs et capitaux propres			
Passifs courants			
Emprunts à court terme	1 989	2 255	2 255
Créditeurs et charges à payer	2 773	2 997	3 052
Impôt sur le résultat à payer	226	177	177
Autres passifs courants	136	132	132
Passifs sur contrat	196	233	233
Partie courante de la dette à long terme	500	900	900
Partie courante des obligations locatives	196	190	–
Partie courante des instruments dérivés	45	87	87
Total des passifs courants	6 061	6 971	6 836
Provisions	37	35	35
Dette à long terme	15 663	13 390	13 390
Instruments dérivés	177	22	22
Obligations locatives	1 412	1 355	–
Autres passifs à long terme	416	546	546
Passifs d'impôt différé	2 953	2 901	2 910
Total des passifs	26 719	25 220	23 739
Capitaux propres	8 814	8 156	8 179
Total des passifs et des capitaux propres	35 533	33 376	31 918

Rogers Communications Inc.
Tableaux consolidés résumés intermédiaires des flux de trésorerie

(en millions de dollars, non audité)

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Activités opérationnelles				
Bénéfice net de la période	591	538	982	963
Ajustements visant à rapprocher le bénéfice net et les entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles				
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	614	545	1 223	1 089
Amortissement des droits de diffusion	22	16	41	30
Charges financières	206	193	395	412
Charge d'impôt sur le résultat	186	200	325	341
Cotisations au titre des avantages postérieurs à l'emploi, déduction faite des charges	(123)	(86)	(115)	(69)
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	–	–	–	(11)
Variation nette des soldes des actifs sur contrat	(20)	(25)	(29)	(94)
Autres	30	21	60	(5)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	1 506	1 402	2 882	2 656
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	(209)	(128)	(222)	(149)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	1 297	1 274	2 660	2 507
Impôt sur le résultat payé	(101)	(81)	(246)	(191)
Intérêts payés	(139)	(145)	(359)	(383)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 057	1 048	2 055	1 933
Activités d'investissement				
Dépenses d'investissement	(742)	(657)	(1 359)	(1 262)
Entrées de droits de diffusion	(7)	(6)	(14)	(12)
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	26	(57)	(81)	(195)
Acquisitions et autres transactions stratégiques, déduction faite de la trésorerie acquise	(1 731)	–	(1 731)	–
Autres	(7)	1	(10)	11
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(2 461)	(719)	(3 195)	(1 458)
Activités de financement				
(Remboursements sur les) produit tiré des emprunts à court terme, montant net	(642)	1 355	(212)	507
Émissions de (remboursements sur les) titres d'emprunt à long terme, montant net	2 676	(1 761)	2 276	(823)
(Paiements versés) produit reçu au règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme, montant net	(93)	362	(104)	346
Paiements du principal des obligations locatives	(38)	–	(79)	–
Coûts de transaction engagés	(33)	–	(33)	(16)
Rachat d'actions de catégorie B sans droit de vote	(69)	–	(205)	–
Dividendes payés	(257)	(247)	(504)	(494)
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement	1 544	(291)	1 139	(480)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	140	38	(1)	(5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (avances bancaires) à l'ouverture de la période	264	(49)	405	(6)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (avances bancaires) à la clôture de la période	404	(11)	404	(11)

À propos des énoncés prospectifs

Le présent communiqué contient des énoncés prospectifs et de l'information prospective, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (ensemble, les « énoncés prospectifs »), et des hypothèses concernant, notamment, les activités, les activités opérationnelles ainsi que la performance et la situation financières de la Société, qui ont été approuvées par la direction à la date du présent communiqué. Ces énoncés prospectifs et hypothèses comprennent, notamment, des énoncés sur les objectifs de la Société et ses stratégies pour les atteindre ainsi que des énoncés sur ses opinions, plans, attentes, prévisions, estimations ou intentions.

Les énoncés prospectifs :

- incluent habituellement des termes comme « prévoir », « supposer », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « projeter », « objectifs », « perspectives », « cibles » et d'autres expressions semblables et l'utilisation du futur et du conditionnel, mais tous ne contiennent pas nécessairement ces termes et expressions;
- comprennent les conclusions, prévisions et projections fondées sur nos objectifs et stratégies actuels ainsi que sur des estimations, attentes, hypothèses et autres facteurs, dont la plupart sont de nature confidentielle et exclusive, que nous avons jugés raisonnables au moment de leur formulation, mais qui pourraient se révéler incorrects;
- ont été approuvés par la direction de la Société à la date du présent communiqué.

Nos énoncés prospectifs comprennent des prévisions et des projections liées notamment aux éléments suivants, dont certains constituent des mesures non conformes aux PCGR (se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR ») :

- les produits;
- le total des produits tirés des services;
- le BAIIA ajusté;
- les dépenses d'investissement;
- les paiements d'impôt en trésorerie;
- les flux de trésorerie disponibles;
- les paiements de dividendes;
- la croissance des nouveaux produits et services;
- la croissance prévue du nombre d'abonnés et des services auxquels ils souscrivent;
- le coût d'acquisition et de fidélisation des abonnés et de déploiement de nouveaux services;
- les réductions de coûts et les gains en efficacité continue;
- les facteurs qui influent sur le ratio d'endettement;
- tous les autres énoncés qui ne relèvent pas de faits passés.

Nos conclusions, prévisions et projections sont fondées notamment sur les facteurs suivants :

- les taux de croissance générale de l'économie et du secteur;
- les cours de change en vigueur et les taux d'intérêt;
- les niveaux de tarification des produits et l'intensité de la concurrence;
- la croissance du nombre d'abonnés;
- les prix et les taux d'utilisation et d'attrition;
- l'évolution de la réglementation gouvernementale;
- le déploiement de la technologie;
- la disponibilité des appareils;
- le calendrier de lancement des nouveaux produits;
- le coût du contenu et du matériel;
- l'intégration des acquisitions;
- la structure et la stabilité du secteur.

À moins d'indication contraire, le présent communiqué et les énoncés prospectifs de la Société ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être envisagés ou annoncés ou qui pourraient survenir après la date des énoncés prospectifs figurant aux présentes.

Risques et incertitudes

Les événements et résultats réels pourraient différer sensiblement de ceux exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs en raison des risques, incertitudes et autres facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et qui comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- la modification de la réglementation;
- l'évolution technologique;
- la conjoncture économique;
- les variations imprévues des coûts de matériel ou de contenu;
- l'évolution de la conjoncture dans les secteurs du divertissement, de l'information et des communications;
- l'intégration des acquisitions;
- les litiges et les questions fiscales;
- l'intensité de la concurrence;
- l'émergence de nouvelles occasions d'affaires;
- les nouvelles normes comptables et les nouvelles interprétations des organismes de normalisation comptable.

Ces facteurs peuvent également avoir une incidence sur nos objectifs, nos stratégies et nos intentions. Un grand nombre de ces facteurs est indépendant de notre volonté ou de nos attentes ou connaissances actuelles. Par conséquent, si ces risques, incertitudes ou autres facteurs se concrétisaient, si les objectifs, stratégies ou intentions actuels de la Société changeaient ou si les autres facteurs ou hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs se révélaient incorrects, les résultats réels et nos plans pourraient différer considérablement des prévisions courantes.

Par conséquent, les investisseurs doivent faire preuve de prudence à l'égard des énoncés prospectifs et il serait déraisonnable de leur part de se fier indûment à ces énoncés en croyant qu'ils leur confèrent quelque droit établi que ce soit en ce qui concerne nos résultats ou plans futurs. La Société n'est nullement tenue (et rejette expressément une telle obligation) de mettre à jour ou de modifier les énoncés contenant des informations prospectives et les facteurs ou hypothèses sous-jacents à ces énoncés, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si la loi l'exige. Tous les énoncés prospectifs paraissant dans le présent communiqué sont assujettis à cette mise en garde.

Avant de prendre une décision d'investissement

Avant de prendre toute décision d'investissement et pour une analyse détaillée des risques, des incertitudes et du contexte liés aux activités de la Société, il y a lieu de revoir attentivement les rubriques « Mise à jour sur les risques et les incertitudes » et « Évolution de la réglementation » de notre rapport de gestion pour le deuxième trimestre de 2019, ainsi que les rubriques « Réglementation de notre secteur » et « Gouvernance et gestion des risques » de notre rapport de gestion annuel de 2018, de même que les divers documents que nous avons déposés auprès des autorités de réglementation canadiennes et américaines, disponibles respectivement sur les sites Web sedar.com et sec.gov. L'information obtenue sur le site Web de la Société ou liée à celui-ci ne fait pas partie du présent communiqué et n'y est pas intégrée.

###